



HAL
open science

Qui supporte les coûts des transitions environnementales ? Penser les inégalités face aux risques sociaux liés au changement climatique

Anne-Laure Beaussier, Tom Chevalier, Bruno Palier

► To cite this version:

Anne-Laure Beaussier, Tom Chevalier, Bruno Palier. Qui supporte les coûts des transitions environnementales ? Penser les inégalités face aux risques sociaux liés au changement climatique. LIEPP Policy Brief n°73, 2024. hal-04699418

HAL Id: hal-04699418

<https://sciencespo.hal.science/hal-04699418v1>

Submitted on 16 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Qui supporte les coûts des transitions environnementales ? Penser les inégalités face aux risques sociaux liés au changement climatique

Anne-Laure Beaussier*

annelaure.beaussier@sciencespo.fr
CSO, LIEPP, Sciences Po

Tom Chevalier*

tom.chevalier@sciencespo.fr
Laboratoire Arènes;
LIEPP, Sciences Po

Bruno Palier*

bruno.palier@sciencespo.fr
CEE, LIEPP, Sciences Po

RÉSUMÉ

Ce policy brief analyse les profils de risques sociaux associés au changement climatique. Il s'appuie sur une distinction entre risques sociaux directement liés au changement climatique (inondations, vagues de chaleur, etc.) et les risques sociaux indirects, produits par les politiques environnementales. Pour chacun de ces risques, les profils des personnes les plus à risques ne sont pas similaires. Si les risques directs touchent en priorité les foyers modestes habitant dans des zones exposées aux aléas environnementaux, les risques indirects touchent différents groupes de population, à commencer par les travailleurs faiblement et moyennement qualifiés appartenant à la classe moyenne la moins aisée et vivant en dehors des grandes villes. Cela se traduit dans les attitudes politiques envers les politiques environnementales puisque l'opposition à l'action climatique est maximale chez les groupes de populations les plus exposés aux conséquences économiques et sociales des politiques de décarbonation.

ABSTRACT

This policy brief analyzes the social risk profiles associated with climate change, based on a distinction between risks directly linked to climate change (floods, heat waves, etc.) and indirect risks, produced by environmental policies themselves. We argue that for each of these risks, the profiles of those at risk vary. Direct social risks are primarily linked to location and income variables: poor people living in exposed areas are more at risk. Indirect risks affect different population groups, starting with low-and medium-skilled workers belonging to the lower middle class and living outside major cities. Occupation and location, rather than income level, are of crucial importance here. This is reflected in political attitudes towards environmental policies, since opposition to climate action is greatest among the population groups most exposed to the economic and social consequences of decarbonization policies.

** Les auteurs adhèrent à
la charte de déontologie du
LIEPP disponible en ligne et
n'ont déclaré aucun conflit
d'intérêt potentiel.*

Comment citer cette publication :

Anne-Laure Beaussier, Tom Chevalier, Bruno Palier, **Qui supporte les coûts des transitions environnementales ? Penser les inégalités face aux risques sociaux liés au changement climatique.** *LIEPP Policy Brief*, n°73, 2024-09-18.

1. Une nouvelle génération de risques sociaux liés au changement climatique

Les questions liées à la transition juste occupent une place de plus en plus importante dans le débat politique en France et en Europe [1]. Il est de plus en plus admis que le changement climatique et les politiques environnementales visant à atténuer sa portée (politiques de réduction ou d'atténuation des émissions) et à s'adapter à un environnement plus chaud et plus dangereux (politiques d'adaptation) ont des impacts sociaux importants et différenciés, et qu'ils constituent une 'troisième génération de risques sociaux' (Johansson, Khan & Hildingsson 2016). Cependant, ces risques restent mal connus. Ils sont souvent décrits comme incertains, complexes et diffus, et leurs relations avec les risques sociaux traditionnels comme les risques pris en charge par la Sécurité sociale (maladie, accidents du travail, vieillesse) ou par l'assurance chômage, demeurent floues (Hirvilammi et al., 2023) : qui sont les groupes affectés par ces nouveaux risques sociaux ? Comment ceux à risque perçoivent-ils les politiques de lutte contre le changement climatique ? Pour répondre à ces questions, la recherche présentée ici propose une analyse croisée des profils de risque liés aux transitions environnementales et des attitudes envers les politiques environnementales.

2. Profils des personnes à risque dans la transition environnementale

Les analyses existantes supposent souvent une relation linéaire entre revenu et vulnérabilité au changement climatique : à la fois les dommages liés aux aléas environnementaux et les coûts de la décarbonation seraient surtout subis par les plus pauvres (Commission européenne, 2021), en particulier ceux vivant dans des zones rurales éloignées des centres urbains et avec une faible concentration d'emplois (France Stratégie, 2023). De même, la majorité de la littérature en sciences sociales part du principe que les populations les plus pauvres sont les plus exposées aux perturbations environnementales (Chancel, 2020) et subiront le plus les coûts de la transition écologique (Büchs, 2011).

Se concentrer sur les niveaux de revenu n'est pourtant pas suffisant pour comprendre les caractéristiques et la distribution de ces nouveaux risques sociaux. Ceux qui subissent le plus fortement les impacts des transitions environnementales ne sont pas toujours les plus pauvres. D'autres facteurs, comme le lieu d'habitation et la catégorie socio-professionnelle, doivent être pris en compte.

Pour mieux appréhender ces profils de risques, nous suggérons de distinguer entre risques

directement liés au changement climatique (tels que les vagues de chaleur, les sécheresses, et les inondations), et risques *indirects* ou secondaires, produits des politiques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Au-delà de la seule variable du revenu, les profils des personnes les plus à risque varient selon que l'on considère les risques *directs* ou *indirects*, de même que leurs attitudes à l'égard des politiques environnementales.

Méthodologiquement, cette recherche s'appuie sur une analyse de la littérature, des études de cas, ainsi que sur des statistiques descriptives et multivariées utilisant une enquête sur l'acceptabilité sociale des politiques environnementales en France pour identifier les différentes attitudes vis-à-vis de l'environnement (DREES, 2023). Les résultats exploratoires présentés ici cherchent à ouvrir de nouvelles pistes de recherche, permettant de dépasser l'idée selon laquelle les plus pauvres sont nécessairement les plus touchés par le changement climatique, tout en mettant en rapport les profils de risques sociaux, les coûts ressentis de la transition environnementale et les oppositions exprimées aux politiques climatiques.

3. Précarité, vulnérabilité et exposition aux risques sociaux liés au changement climatique

Les risques sociaux liés aux aléas environnementaux, ou *risques directs*, se manifestent à court et long terme, et touchent les domaines économiques, sociaux et sanitaires. Selon l'OMS, le changement climatique pourrait causer annuellement, entre 2030 et 2050, la mort de 250 000 personnes par an à cause de maladies liées à la chaleur, d'événements météorologiques extrêmes, de malnutrition et de maladies vectorielles comme le paludisme (OMS, 2014). Économiquement, les aléas climatiques peuvent provoquer la destruction d'infrastructures, la perte de revenus et d'emplois, la perte de capital et le déplacement de populations. À moyen et long terme, ils peuvent accentuer les inégalités sociales, causer des pressions inflationnistes, et déstabiliser les marchés financiers. Localement, ces aléas peuvent entraîner l'effondrement des marchés du logement, la perte de valeur des terres exposées, et appauvrir les territoires vulnérables (Hsiang & Jina, 2014). Des secteurs comme l'énergie, l'agriculture, la pêche et le tourisme, directement affectés par des phénomènes tels que sécheresses, inondations et vagues de chaleur, nécessiteront des restructurations profondes.

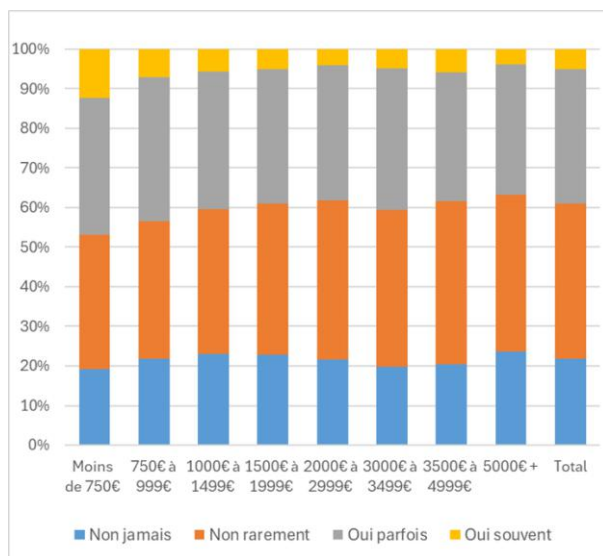
Les personnes à risque sont d'abord celles qui vivent dans un lieu exposé à des aléas environnementaux (comme les inondations ou les canicules par exemple). Cette exposition est souvent biaisée en défaveur des populations les

[1] Ce Policy Brief synthétise les résultats de nos travaux menés dans le cadre de l'axe « cartographier les risques sociaux des transitions environnementales », en partie publié dans un article de recherche publié en juin 2024 par les auteurs : Beaussier, A., Chevalier, T. & Palier, B. (2024). Qui supporte le coût de la transition environnementale ? Penser les inégalités face aux risques sociaux liés au changement climatique. *Revue française des affaires sociales*, no. 1, 2024, pp. 207-230.

plus pauvres du fait, par exemple, d'une valeur foncière plus faible dans les zones exposées (inondables par exemple) que dans les zones moins exposées (Hallegat et al., 2020). Mais au-delà de l'exposition, la vulnérabilité aux aléas climatiques est aussi liée à des facteurs socio-économiques. Non seulement les groupes vulnérables sont davantage susceptibles de vivre dans des endroits plus dangereux, mais ils ont aussi moins de ressources pour se préparer aux risques environnementaux et pour faire face à leurs conséquences sociales, économiques et sanitaires. De nombreuses études sociologiques sur les catastrophes ont ainsi montré que la vulnérabilité aux risques environnementaux est corrélée à des variables telles que le revenu et la pauvreté, l'origine ethnique, le genre, l'état de santé, l'âge et le statut d'immigration, ainsi que la nature et l'étendue du réseau social (Giry, 2023).

Un tel 'biais d'exposition' est visible en France comme le montre le Graphique 1 : les personnes les plus démunies déclarent plus souvent subir les conséquences des désordres climatiques.

Graphique 1 : Conséquences des désordres climatiques par revenu en France en 2021



Source : Ademe, Baromètre « changement climatique », 2022

Lecture : 12,1% des personnes gagnant moins de 750 euros par mois déclarent avoir déjà subi les conséquences des désordres climatiques là où ils habitent.

4. Coût des politiques climatiques pour la classe moyenne

Par contraste, les *risques sociaux indirects* produits par les politiques d'atténuation (des émissions) et d'adaptation au changement climatique affectent des profils différents et ne sont pas corrélés de façon linéaire aux revenus. Ils renvoient aux conséquences sociales et économiques des politiques environnementales, inégalement réparties parmi la population et comprennent par exemple la perte de valeur des voitures à combustion et des propriétés mal isolées, un impact fiscal régressif des taxes carbonées, un coût élevé de la rénovation des maisons et appartements, mais aussi des risques accrus de

chômage, en particulier pour les travailleurs employés dans les industries brunes ou carbonées. Si l'on examine ces différentes situations, on s'aperçoit que les personnes à risques sont loin d'être toujours les plus pauvres, mais plus souvent les franges supérieures des classes populaires ou bien les moins aisés des classes moyennes.

Dans ces secteurs carbonés, les travailleurs à risque de perdre leur emploi incluent certes les plus précaires, les jeunes et les personnes en fin de carrière, mais ils concernent également et prioritairement ses travailleurs masculins qualifiés dont les compétences sont difficilement transférables d'un secteur à l'autre. Particulièrement à risque, ces ouvriers qualifiés sont pourtant rarement pris en compte dans les politiques socio-environnementales.

De façon similaire, les profils particulièrement touchés par l'augmentation des prix des carburants fossiles et par la taxation des modes de transport carbonés ne sont pas nécessairement les plus pauvres : la localisation et plus largement un mode de vie caractérisé par une forte dépendance au carbone apparaît comme un facteur de risque majeur. Les foyers ruraux et périurbains situés dans la tranche supérieure des classes populaires et inférieure de la classe moyenne (déciles 2-3-4) sont proportionnellement plus affectés par la hausse des prix de l'essence et du diesel que les foyers les plus pauvres, qui possèdent moins souvent une voiture et sont plus proches des transports publics (Buchs, 2011; Berghmans, 2022).

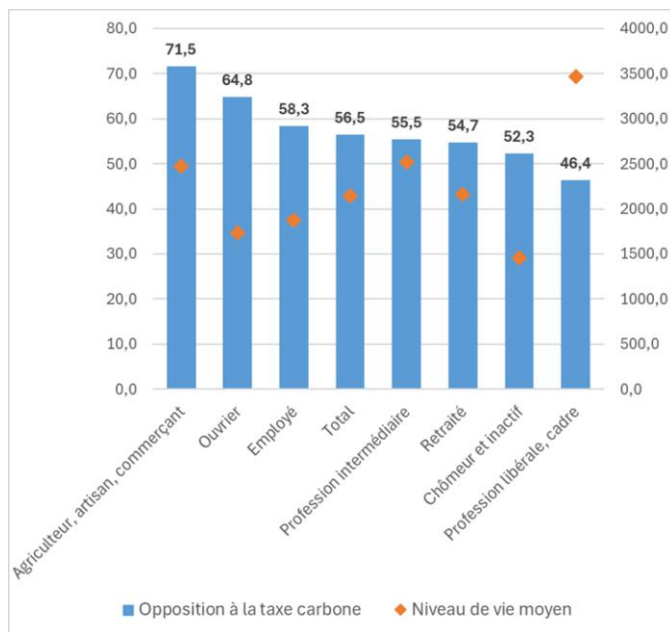
Plus que le niveau de revenus, il faut donc prendre en compte des facteurs liés au mode de vie pour cerner les profils de ceux à risque avec les politiques de décarbonation, à commencer par le degré de dépendance au carbone dans la vie quotidienne. Ainsi la profession, le secteur d'activité, et l'emplacement (type de territoire, type de logement), sont d'une importance cruciale, que l'on considère l'enjeu de l'emploi, du logement et de l'usage de la voiture. Les personnes les plus touchées par les risques sociaux *indirects* sont plus nombreuses parmi les populations rurales - ou périurbaines - et, du point de vue du revenu, se situent entre les franges supérieures des classes populaires et la classe moyenne la moins aisée (*lower middle class*).

5. Répartition des coûts de la transition et opposition aux politiques climatiques

Comme le montre le Graphique 2, il est d'autant plus important de comprendre les mécanismes et profils de risques que ceux qui sont le plus à risque du fait des politiques de décarbonation sont aussi ceux qui sont le plus opposés à la transition écologique. Supportant une part importante des coûts de la transition environnementale, les classes moyennes les plus modestes affichent également un mécontentement ou une opposition à l'égard des politiques d'atténuation et un soutien limité aux

politiques environnementales. Parmi les plus opposés à l'augmentation de la taxe carbone, on trouve par exemple les agriculteurs, artisans et commerçants, dont le revenu moyen reste supérieur à la moyenne nationale, alors même que les chômeurs et inactifs, partie de la population au niveau de vie moyen le plus faible, est le deuxième groupe le moins opposé à une telle hausse (Graphique 2).

Graphique 2 : Opposition à la taxe carbone et niveau de vie par profession et catégorie socioprofessionnelle en 2022



Source : DREES, Baromètre d'opinion sur la protection sociale, 2023
 Champ : personnes de plus de 18 ans en France en 2022.

Lecture : L'échelle de gauche renvoie au pourcentage d'individus opposés à une hausse de la taxe carbone, tandis que l'échelle de droite représente le niveau de vie moyen en euros.

Conclusion

Dans le cadre d'une transition environnementale juste, il est crucial de compenser les coûts sociaux supportés par les plus pauvres. Toutefois, se concentrer uniquement sur cette catégorie risque de négliger la petite classe moyenne rurale et périurbaine, subissant de plein fouet les coûts de la transition, et de renforcer leur ressentiment et leur opposition à l'égard des politiques environnementales. Les individus touchés par les *risques indirects* causés par les politiques environnementales, incluent des professions comme les agriculteurs, commerçants, artisans, et ouvriers. Bien que modestes, ils ne sont pas les plus pauvres et sont souvent identifiées comme la « *lower middle class* » ou les « *just above* ». Cette catégorie tend à se tourner vers les partis de droite radicale ou populistes, et la transition climatique pourrait exacerber leur ressentiment envers l'État.

Comprendre scientifiquement et prendre en compte politiquement cette catégorie sociale est crucial pour l'avenir des transitions environnementales. Cela devient d'autant plus important avec la mise en place progressive à partir

de 2027 d'un nouveau marché carbone européen, qui concerne les secteurs du bâtiment et du transport routier, des secteurs à forte dépendance au carbone affectant particulièrement les profils mentionnés. Il est donc nécessaire de cibler les politiques sociales non seulement sur les plus pauvres, mais aussi sur ces profils *juste au-dessus*, pour éviter une forte opposition politique aux mesures vitales de transition écologique.

Références

- BERGHMANS N. (2022), « Paquet Fit for 55 : analyse de l'impact distributif sur les ménages européens de la tarification de l'énergie dans le bâtiment et le transport », IDDRI, *Étude*, n° 4.
- BÜCHS M., BARDSLEY N. et DUWE S. (2011), « Who Bears the Brunt? Distributional Effects of Climate Change Mitigation Policies », *Critical Social Policy*, vol. 31, n° 2, p. 285-307.
- CHANCEL L. (2020), *Unsustainable Inequalities: Social Justice and the Environment*. Cambridge, Harvard University Press.
- Commission européenne (2021), « Commission Staff Working Document Accompanying the Proposal for a Council Recommendation on Ensuring a Fair Transition Toward Climate Neutrality »
- DREES (2023), Baromètre d'opinion sur la protection sociale.
- France Stratégie (2023), « Les incidences économiques de l'action pour le climat – enjeux distributifs », *Rapport thématique*, mai
- GIRY B. (2023), *Sociologie des catastrophes*, Paris, La Découverte.
- HALLEGATTE S., VOGT-SCHILB A., ROZENBERG J. et al. (2020), « From Poverty to Disaster and Back: A Review of the Literature », *Economics of Disasters and Climate Change*, vol. 4, p. 223-247.
- HSIANG, S. M., & JINA, A. S. (2014). The causal effect of environmental catastrophe on long-run economic growth: Evidence from 6,700 cyclones (No. w20352). *National Bureau of Economic Research*.
- HIRVILAMMI T., HÄIKIÖ, L., JOHANSSON H. et al. (2023), « Social Policy in a Climate Emergency Context: Towards an Ecosocial Research Agenda », *Journal of Social Policy*, vol. 52, n° 1, p. 1-23.
- JOHANSSON H., KHAN J. et HILDINGSSON R. (2016), « Climate Change and the Welfare State: Do we See a New Generation of Social Risks Emerging? », in Koch M. et Mont O. (dir.), *Sustainability and the Political Economy of Welfare*, London, Routledge.
- OMS (Organisation Mondiale de la Santé), *Quantitative risk assessment of the effects of climate change on selected causes of death, 2030s and 2050s*. Geneva, Switzerland: WHO; 2014



Le LIIEPP (laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques) est un laboratoire d'excellence (Labex) distingué par le jury scientifique international désigné par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Il est financé dans le cadre du plan d'investissement France 2030 à travers l'IdEx Université Paris Cité (ANR-18-IDEX-0001).

Directrice de publication :
Anne Revillard

Edition et maquette :
Andreana Khristova
Ariane Lacaze

Sciences Po - LIIEPP
27 rue Saint Guillaume
75007 Paris - France
+33(0)1.45.49.83.61
© LIIEPP 2023

Si vous voulez recevoir les prochains échos du LIIEPP et rester informés de nos activités, merci d'envoyer un courriel à : liepp@sciencespo.fr

www.sciencespo.fr/liepp

[@LIEPP_ScPo](https://twitter.com/LIEPP_ScPo)